

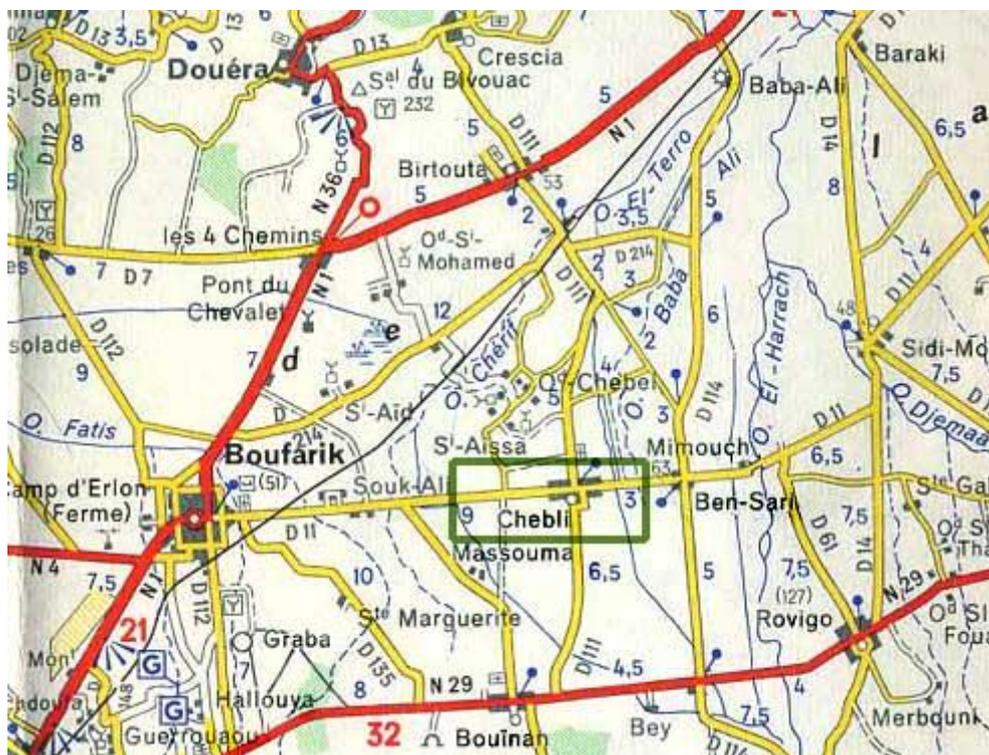
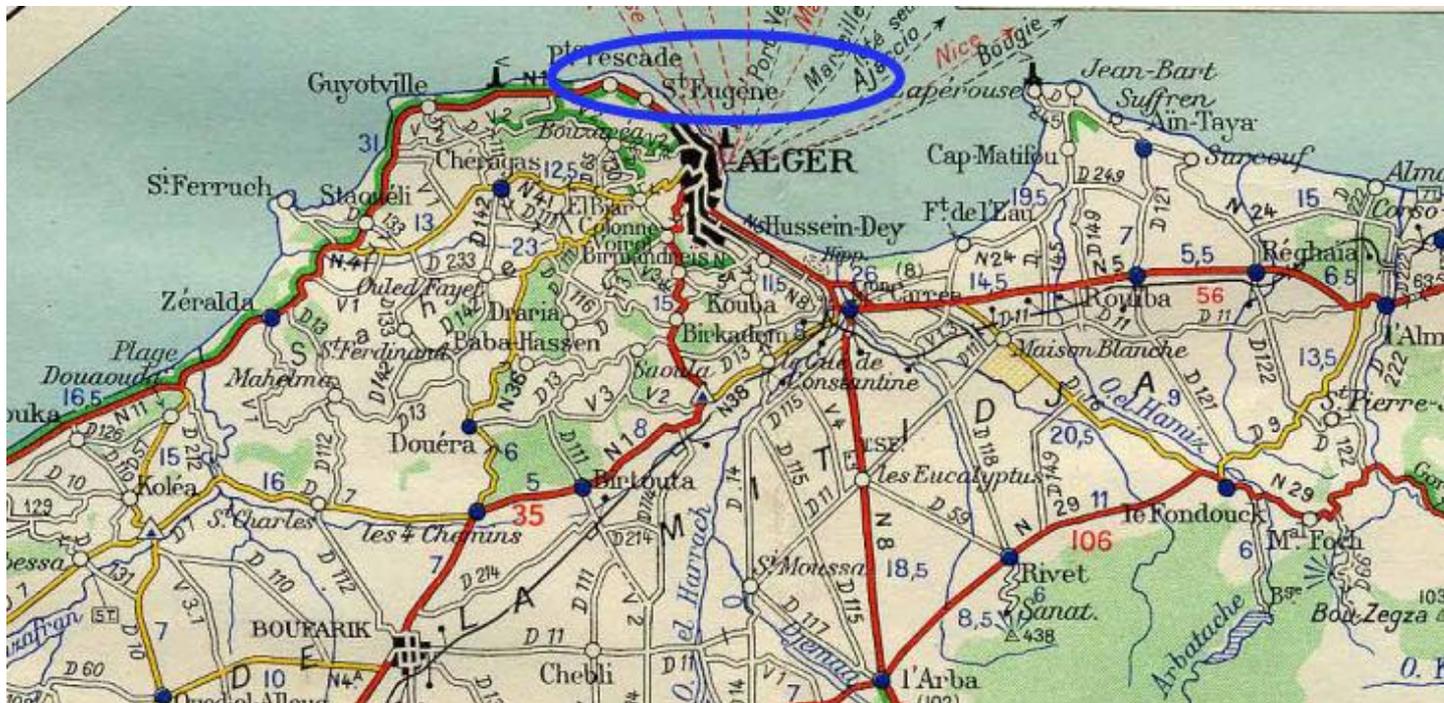
INFO 452 CHEBLI

« **NON** au 19 mars »

VOICI quelques articles de presse ou de contributeurs retenus à votre attention :

1/ La ville de CHEBLI :

Ville de l'Algérois située à 8 km à l'Est de BOUFARIF, à 23 km au Nord-est de BLIDA et à 29 km au Sud d'ALGER.



Présence Turque  **1515 - 1830**

C'était un lieu marqué par un vieux puits à dôme grisâtre et à margelle ridée, striée par sa chaîne, perdu au milieu d'un paysage de désolation mais qui deviendra l'endroit du grand marché du lundi au 16^{ème} siècle. Des Bédouins par milliers venaient y planter leurs tentes et présenter les denrées ou animaux à vendre.



Chaque outhan était administré par un caïd Turc qui relevait de l'Agha des Arabes, un des principaux personnages de la Régence. Il y avait, en campagne, le commandement de la milice turque dont le pouvoir s'exerçait particulièrement sur les Arabes auxquels il faisait sentir impitoyablement les effets de son autorité.

En 1830 parmi les onze « outhans » ou districts du gouvernement d'ALGER, l'outhan des BENI KHELIL comprenait trois divisions dont l'une, le territoire de Bou-Farik située au centre de la vaste plaine de la Mitidja, se divisait en 3 cantons : El Merdjia : marais, El Hamada : partie élevée et sèche, et El Outha : la plaine proprement dite.

Présence Française 1830 - 1962

Alger capitula le 5 juillet 1830.

Il a fallu 32 années pour coloniser la MITIDJA.

Le mot colonisation dans son sens étymologique, signifie installation de colons soit par le gouvernement, soit à son initiative, soit avec son accord, dans un territoire dépendant d'une métropole. Ainsi conçue la colonisation de la Mitidja est achevée en 1862 avec la création des deux villages d'ATTATBA et de MONTEBELLO. A cette date, au plus tard, les territoires dépendant d'un village de colonisation sont limitrophes et recouvrent toute la plaine.

Cette installation de colons fut, pour l'essentiel, l'œuvre des gouvernements français ; mais elle fut toujours accompagnée, voire précédée, par des initiatives individuelles. Elle a commencé bien avant que la sécurité ne soit établie solidement : on se souvient du désastre de l'automne 1839. Elle fut lente car les problèmes furent nombreux et les solutions difficiles à imaginer et à imposer à une population indigène musulmane qui ne pouvait être favorable d'emblée à cette cohabitation contrainte avec des chrétiens qui la dépossédaient nécessairement d'une partie de ses terres de parcours.

Pour coloniser il faut trouver des terres disponibles, des colons, des compromis acceptables par la population indigène et des modes d'attribution des terres judicieux. Ce ne fut pas facile ; il y eut beaucoup d'hésitations de 1830 à 1851, date de la création de la commission des transactions et partages. Comme, durant cette période, la plaine de la Mitidja était la seule région un peu étendue à voir débarquer des centaines de colons, elle a servi de banc d'essais ; pas étonnant que des solutions retenues aient été changeantes au début.

Comment s'y prendre :

Trois façons possibles :

- incorporation au domaine public,
- mise sous séquestre,
- achat,

Les deux premières pratiques ne sont accessibles qu'à l'Etat ; en l'occurrence à l'initiative du Commandant en Chef ou du Gouverneur Général. Les achats peuvent être privés ou publics : s'ils sont publics, ils peuvent accompagner une expropriation pour cause d'utilité publique. Ces expropriations furent exceptionnelles dans la Mitidja, et le plus souvent liées à des travaux d'assainissements ou des routes. Quel que soit le mode choisi, il était rendu délicat par la destruction des registres notariaux (lorsqu'ils avaient existé) et par l'absence de cadastre.

Dès le 9 septembre 1830 CLAUZEL signe un **arrêté qui décide l'incorporation au domaine public des biens du beylik** (propriétés du dey et de son administration), **des Turcs** qui s'étaient enfuis (il y en avait beaucoup dans la Mitidja, notamment autour de BLIDA) et des **habous** publics. Cet arrêté est confirmé par les ordonnances royales d'octobre 1844 et de juillet 1846 qui ajoutent que pourront être saisies les terres non cultivées si aucun propriétaire ne possède de titre officiel (cas très rare). L'application de ces mesures fut souple : voici les chiffres trouvés dans un article des Annales de Géographie de 1951 pour la MITIDJA :

- Attribués à des colons européens, presque toujours français : 37.000 hectares
- Attribués à des colons indigènes : 27.000 hectares
- Consacrés à la création de 9 villages de colonisation : 49.000 hectares
- Laissés aux occupants indigènes : 11.000 hectares

Ce total de 124.000 hectares est compatible avec la surface de la plaine qui est de l'ordre de 130.000 ha. A noter que les attributaires indigènes pouvaient vendre leur terre à un autre indigène, **mais pas à un colon.**

Dès 1840, après la grande peur de la fin 1839 dans la MITIDJA, les biens des tribus révoltées, essentiellement les HADJOUTES, sont mis sous séquestres. Un séquestre est une confiscation provisoire qui peu déboucher sur :

- Une restitution sans condition,
- Une restitution après paiement d'une amende,
- Une incorporation au domaine public,

En 1840 les tribus du SAHEL, complices des HADJOUTES, ont récupéré une partie seulement de leurs biens, mais les terres des HADJOUTES ont servi à la création des villages de la région de MARENGO. On se souvient que les HADJOUTES appartenaient, sous les Ottomans au MAGHZEN supérieur (sujet déjà traité – cf : infos 443 à 447)

(Source : http://alger-roi.fr/Alger/plaine_mitidja/textes/3_plaine_mitidja_presentation_generale_historique_2_bouchet.htm)

Certains historiens sont d'accord pour supposer que jusqu'à la période turque, vers le 15ème siècle, la Mitidja était très fertile. Le Colonel TRUULET laisse planer un doute sur cette opinion. Mais il est d'accord avec CLAUZOLLES qui écrit que la période de l'occupation turque a été néfaste pour la Mitidja.

Opinion confirmée par le Consul des Etats-Unis, M. SHALER, dans son rapport sur l'état du Royaume d'Alger en 1826, adressé à son Président.



La Mitidja

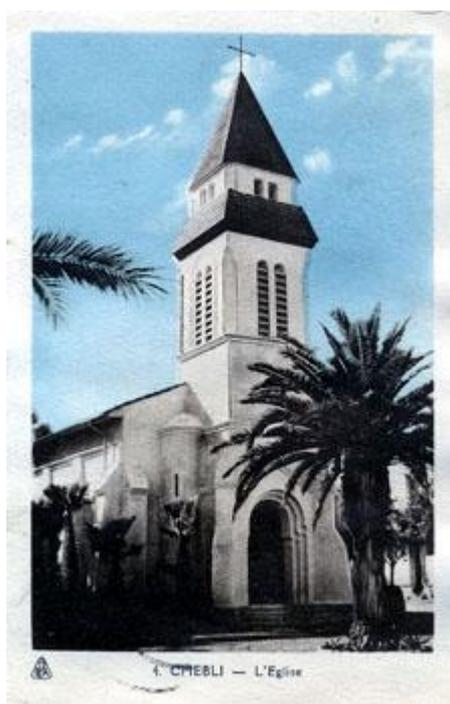
La plaine d'Alger reçut les premiers colons agricoles venus de France ; ces colons eurent à combattre un ennemi redoutable, la fièvre paludéenne : la Mitidja était dans son ensemble un immense marécage, qu'il fallut dessécher par des canaux d'irrigation, et plus tard assainir par des plantations d'eucalyptus. Le sol néanmoins se montra si riche, les facilités de communication étaient si grandes, que les créations de villages se succédèrent rapidement.

Dès 1835, les colons s'établissent près d'Alger à MUSTAPHA, HUSSEIN DEY, KOUBA, BIRMANDREIS, BIRKADEM, EL BIAR, ils s'avancent même jusqu'à DELY IBRAHIM et DOUERA ; BOUFARIK en pleine Mitidja. En 1840, la population rurale de tous ces centres comprenait 1.580 Européens. La colonisation désormais allait marcher à pas de géant dans la plaine d'Alger.

La MITIDJA fut plus longue à peupler. Dès 1841, des colons s'étaient installés à BLIDA ; l'on créa en 1845 SOUMA, en 1846 LA CHIFFA et MOUZAIVILLE, et le 31 janvier 1848 JOINVILLE, MONTPENSIER, DALMATIE et BENI MERED. Quelques mois plus tard, le 19 septembre 1848, l'on fondait EL AFFROUN, puis en 1851, BOU ROUMI, en 1854 ce fut le tour de CHEBLI avec 682 Européens au recensement de 1861.



Initialement CHEBLI était un district de BOUFARIK, entre la création du Centre de population, le 21 juillet 1854 par Monsieur Raval, jusqu'à son détachement, par décret impérial du 22 août 1861 et sa transformation en commune indépendante, avec BIRTOUTA en annexe, dotée de son propre conseil municipal. CHEBLI, a un cachet colonial avec son église dressée au milieu de la rue principale, sa mairie avec sa girouette (un coq) et ses petites villas bordées de bougainvillées et de bananiers.



Au milieu de la plaine, à mi-chemin des montagnes de l'Atlas et des collines du SAHEL, on bâti CHEBLI et les villages jumeaux de SAINT PIERRE et SAINT PAUL. Le projet initial, établi en 1853 par un architecte du nom de MONFORT, comportait 40 lots rectangulaires, l'ensemble étant inscrit dans rectangle parfait.

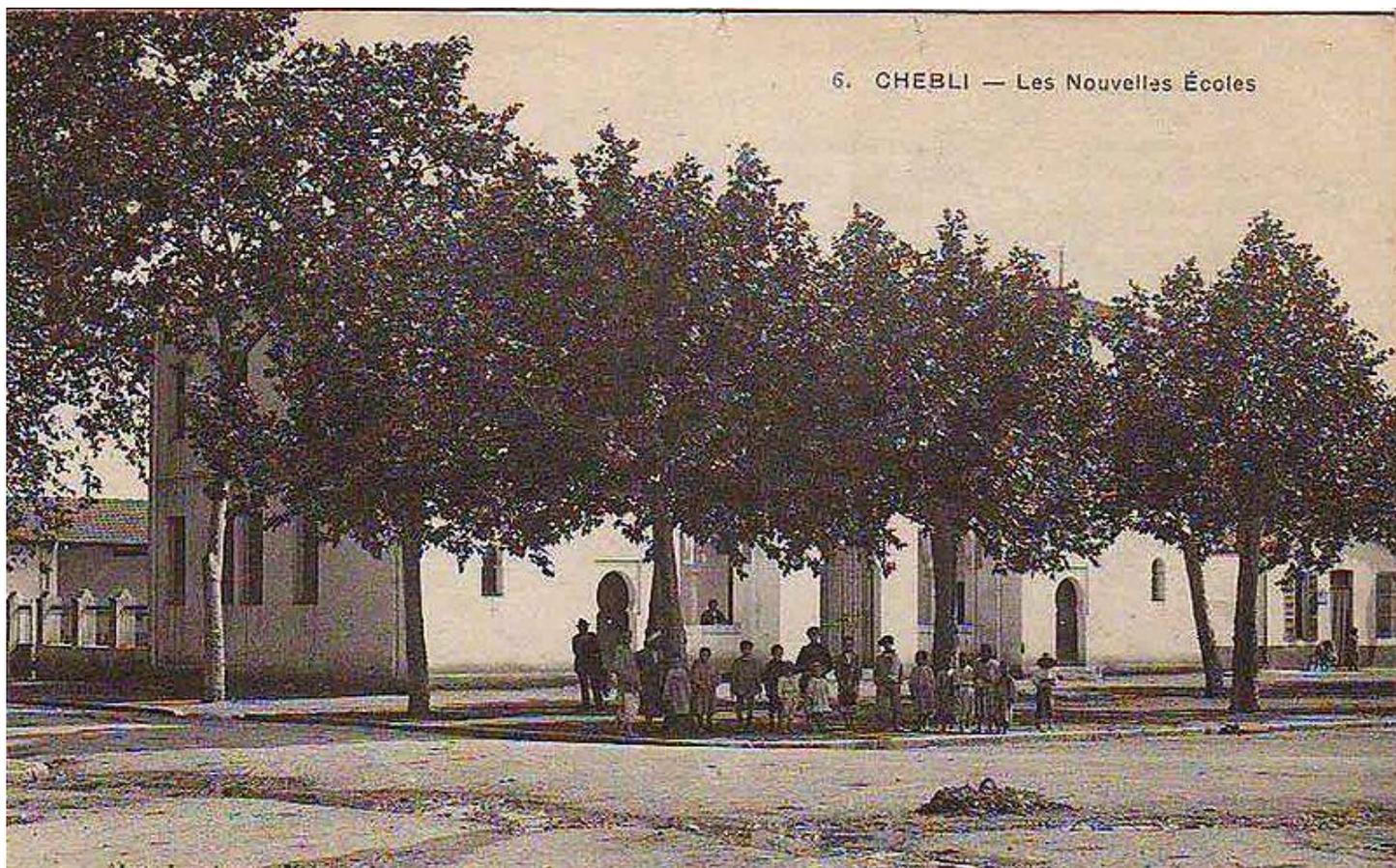
En 1901 il y avait 1.023 Européens pour décliner en 1954, au nombre de 628, correspondant 10,39 % de la population locale. En effet dès 1918 quelques colons ont commencé à quitter leur ferme pour se rapprocher des villes de la côte. Le tropisme littoral des colons, qui fut général en Algérie, un peu plus tardif en MITIDJA que dans le vrai "bled" de l'intérieur. On ne disait pas l'intérieur pour parler de la Mitidja trop proche d'Alger. Certains colons ont sans doute pu surveiller leur ferme en résidant en ville, comme jadis les dignitaires turcs surveillant leur haouch.

Les Musulmans étaient absents des centres de colonisation au tout début. Puis ils sont venus travailler sur les terres des colons au moment des gros travaux. Mais les troubles de 1839 ont ralenti, voire inversé le processus. Les mouvements de descente de la montagne vers la plaine a repris après 1842 au fur et à mesure des besoins des colons en main d'œuvre. Ce mouvement a été aidé par une décision surprenante de 1848 qui supprime l'impôt de l'ACHOUR (impôt coranique sur les récoltes) pour les indigènes travaillant pour les colons. La main d'œuvre saisonnière est devenue permanente. Finalement les ouvriers sont restés et ont finalement fait venir leurs familles élargies aux cousins. La croissance ne fut pas linéaire : il y

a entre 1891 et 1901 une stagnation, difficile à expliquer, même si l'on peut penser à un contrecoup de la crise du phylloxéra qui a, pour un temps, diminué les embauches.



Après 1918 la croissance repris et s'accéléra car au bilan des flux migratoires s'est ajouté l'excédent des naissances sur les décès. Peu à peu la population musulmane submergeait une population européenne qui, elle, diminuait en valeur absolue.



En août 1956 le 1^{er} RCP (Régiment de Chasseurs Parachutistes) s'installe à CHEBLI.

Démographie :

Année 2008 = 29.660 habitants

MONUMENT au Morts : Qu'est-il devenu ?

Le relevé n°54421 mentionne 22 noms de soldats "Morts Pour la France" au titre de la guerre 1914/1918, à savoir :

■ ■ ALLANI Hacène (Mort en 1915) – BAGUR Michel (1914) – BERNAOUI Mohamed (1918) – BRAHMI Mahfoud (1917) – BRESSON Edmond (1916) – CABRERA Louis (1918) – CAZANO Vincent (1916) – DOLLOIS Adolphe (1914) – DUCOMMUN Léon (1918) – ERISEO Albert (1915) – ESBERT Georges (1914) – FANALS Félix (1918) – FANER Gabriel (1914) – GUENDOZ Mohamed (1918) – HOLLINGER Pierre (1914) – MARIANO Emilien (1915) – PONCET Georges (1916) – SAINTE MARIE Dominique (1915) – SOLIVARES Michel (1916) – TABTI Ahmed (1918) – VALLS Dominique (1919) – VIDAL Georges (1916) - ■ ■

SYNTHESE réalisée grâce aux sites ci-dessous :

ET si vous souhaitez en savoir plus sur CHEBLI, cliquez SVP, au choix, sur l'un de ces liens :

<http://encyclopedie-afn.org/Chebli - Ville>

http://alger-roi.fr/Alger/plaine_mitidja/textes/5_partie_2_plaine_mitidja_presentation_generale_geographique_bouchet.htm

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_1898_num_7_31_18092

<http://www.memorial-genweb.org/~memorial2/html/fr/resultetat.php?dpt=9352&lettre=C>

<http://afn.collections.free.fr/pages/chebli.html>

http://alger-roi.fr/Alger/plaine_mitidja/textes/3_plaine_mitidja_presentation_generale_historique_2_bouchet.htm

2/ Les Bureaux Arabes (Auteur X Yacono)

Avant Propos

Les Français connaissent mal le pays qu'ils occupent et ses habitants. Leurs connaissances de la langue, la religion, la culture sont très pauvres alors qu'ils doivent vivre au quotidien avec la population. Ainsi naît l'idée de *bureaux arabes* qui permettraient d'établir un contact entre les autorités françaises et la population indigène.

Dès 1833, une première expérience est menée par capitaine Lamoricière dans la province d'Alger. En 1844, l'organisation des Bureaux Arabes est définie par un arrêté ministériel. Dorénavant ceux-ci sont un lien entre l'autorité militaire française et les indigènes. Les officiers travaillant dans ces bureaux doivent donner des renseignements sur l'esprit des populations, fournir ce qui est nécessaire à l'administration des tribus, surveiller que les impôts sont payés, rendre plus facile le prélèvement des terres pour la colonisation, assurer la police et rendre la justice.

Il existe une « direction centrale », des « bureaux divisionnaires » (bureau de province), des « bureaux de première classe » (bureaux de subdivision) et des « bureaux de seconde classe » (bureaux de cercle).

À tous les niveaux, ces bureaux sont subordonnés à l'autorité militaire. En 1870, il existe près de 50 bureaux avec un secrétaire arabe (« khodja »), un secrétaire français, un interprète, des officiers et souvent un médecin. La sécurité est assurée par un peloton de spahis. Les gens travaillant dans les bureaux arabes possèdent une réelle autorité qui dépasse les recommandations officielles et forcément cela entraîne certains abus. Certains officiers pratiquent une politique paternaliste, c'est-à-dire qu'eux seuls ont l'autorité pouvant ainsi créer et gérer les entreprises.

Les missions des bureaux arabes évolueront. Dans un premier temps, ils ont pour but de faciliter l'infiltration grâce au renseignement. Le contact avec la population et la compréhension de ses ressorts politiques sont essentiels à la colonisation du pays. Il s'agit par la suite d'administrer un pays qui avait été largement abandonné à l'anarchie tribale par l'administration turque.

Dans les bureaux arabes, de 150 à 200 officiers jouent le rôle de juges et de percepteurs des impôts. Beaucoup d'entre eux considèrent qu'ils ont une mission civilisatrice et que leur but est d'apporter le progrès et l'émancipation aux indigènes..

La chute du Second Empire lors de la guerre de 1870 marque la fin de la politique arabe : les bureaux arabes sont progressivement abandonnés. Dans l'administration des terres la politique de cantonnement des musulmans est remise à

l'œuvre. Cependant les bureaux arabes renaissent au début de la guerre d'Algérie, c'est-à-dire en 1955, mais cette fois sous le nom de Section administrative spécialisée (SAS).

L'expérience acquise par les bureaux arabes en Algérie sera mise à profit dans les « affaires indigènes » au Maroc.

1. Une nouvelle administration : (1^{er} épisode – INFO 450 SAINT LUCIEN)

2. Fonctions et pouvoirs : (1^{er} épisode – INFO 450 SAINT LUCIEN)

3. Les moyens d'action (2^{ème} épisode – INFO 451 ARRIS)

4. La création du parti français (2^{ème} épisode – INFO 451 ARRIS)

5. La diplomatie et la conquête..... NOUVEAU et FIN

Participer à la conquête et à la pacification du pays, puis maintenir l'ordre, tel était évidemment le but premier de l'action des Bureaux arabes. En pays berbère comme ailleurs, ils jouèrent souvent un rôle de premier plan.

Dans la conquête de la Kabylie, ils constituent l'avant-garde des colonnes françaises. La stratégie générale est fixée par DAUMAS en 1847 : « Maintien des formes républicaines de la tribu (Kabyle), délégation de l'exercice du pouvoir à des marabouts, emploi judicieux des çoffs et des grandes familles qui les dominent pour appuyer notre centralisation sur celle même que les tribus acceptent, et investir précisément les hommes dont l'influence personnelle est déjà reconnue ; respect aux lois antiques du pays, à ces kanouns traditionnels qui d'ailleurs ne froissent en rien les principes du droit public. Ces bases posées, notre édifice n'aura plus de secousses à craindre que sur le terrain des impôts. »

Mais auparavant, il fallait pénétrer dans le pays qui avait échappé à la domination turque, et tout d'abord l'investir. D'où toute une politique d'encerclement se manifestant par la création de smalas sur les axes de communication et par des manœuvres d'approche menées par les Bureaux arabes auprès de certains chefs indigènes comme Ben Zamoun et Ben Zitouni en pays Flissa, Bel Kassem ou Kassi dans la vallée du Sebaou et surtout Si Djoudi (marabout de la zaouïa d'Igoulmimène dans les Ouadia) et Ben Ali Chérif (marabout de Chellata), ce dernier influent sur les tribus de la moyenne vallée de l'oued Sahel. Les résultats de cette diplomatie furent médiocres et pour établir l'autorité française sur les tribus limitrophes des Zouaoua, au cœur du pays insoumis, il fallut intervenir par la force avec les goums, en particulier celui du lieutenant Beauprêtre qui appartenait alors au Bureau arabe d'Aumale. En 1850, la Kabylie était déjà largement investie au nord, à l'ouest et au sud.

De 1851 à 1856, l'action militaire proprement dite marque le pas, mais les Bureaux arabes s'efforcent toujours de faire pénétrer l'influence française en Kabylie non sans difficultés car c'est l'époque de l'insurrection de Bou Baghla (1851-1854) qui permet un moment aux tribus hostiles de desserrer l'étau qui se refermait sur elles. Le commandant français y répond en essayant de fractionner les tribus, en utilisant les oppositions entre çoffs et entre individus puis en réorganisant le makhzen du Haut Sebaou. A cause de circonstances extérieures (guerre de Crimée), c'est une politique d'attente dans laquelle les Bureaux arabes jouent un rôle important. Ils ne peuvent empêcher une nouvelle insurrection d'éclater en août 1856, mais à ce moment le gouverneur RANDON est prêt à intervenir. S'incorporant aux différentes colonnes, les officiers des bureaux arabes qui avaient mené l'action diplomatique (commandant Péchot, capitaines Colonieu, Bonnefont-Pédufau, Gandil, lieutenants de Saint-Joseph, Senaux, Jobst, Cassagnol) feront bénéficier le commandement de leur connaissance du pays et des hommes. Ce sera la campagne de 1857 que nous n'avons pas à raconter.



Maréchal Jacques RANDON (1795-1871)

Suivent alors une dizaine d'années au cours desquelles les Bureaux arabes poursuivent une politique économique et sociale que nous définirons plus loin. La soumission kabyle n'est qu'apparente et comme le note un rapport de quinzaine de Fort-Napoléon en 1859 : « une foule de nouvelles circule ayant toutes plus ou moins trait à la question de notre domination en Algérie. » Il y eut en Grande Kabylie des complots ou des vellétés de révolte chaque fois que des actes de rébellion se manifestaient quelque part en Algérie ou même en Tunisie (la révolte de 1864), notamment lors des mouvements en Kabylie orientale en 1858-1860 et en 1864-1865. Par contre l'annonce du retour d'Abd el-Kader accompagnant le réembarquement des Français fut mal accueillie : « La majorité de la population n'admet qu'avec la plus grande répugnance la possibilité de la réalisation de ces bruits. Pour eux, Abd el-Kader n'est qu'un Arabe et leur fier se révolte à la pensée qu'il pourrait être appelé à les commander » (rapport mensuel de Fort-Napoléon d'août 1865). Seules les années économiquement difficiles de

1866 à 1868 sont politiquement calmes mais, dès 1868, les Bureaux arabes traduisent certaines inquiétudes que justifieront un début de révolte en août 1870 dans la région de Bougie et surtout la grande insurrection de 1871.

A propos de celle-ci, une question se pose quant à ses origines : quel fut le rôle des Bureaux arabes dans le déclenchement de la révolte ? Depuis toujours les **civils accusaient les militaires**, et plus particulièrement les Bureaux arabes, de préparer sciemment, de temps à autre, un mouvement insurrectionnel plus ou moins important pour justifier le maintien du « régime du sabre » et procurer l'occasion aux officiers d'obtenir de l'avancement. Cette attitude des civils peut s'expliquer par leur hostilité à l'égard des Bureaux arabes qui s'étaient fait les défenseurs du patrimoine foncier indigène en combattant la politique du cantonnement. Dans leur ensemble les historiens ont rejeté ces accusations. Or, il se trouve que l'un d'entre eux, et non des moindres, Charles-André JULIEN, fait une exception pour l'insurrection de 1871. Il note, en effet, que loin d'essayer de diviser pour régner, l'armée, et en l'occurrence les bureaux arabes, s'est appliquée à mettre fin aux luttes entre les çoufs puis aux rivalités maraboutiques dans l'espoir de provoquer un mouvement limité qui favoriserait le maintien du régime militaire. Cela s'accorde mal avec le fait que les moyens de répression manquaient alors en Algérie et avec l'inquiétude que traduisent les rapports des responsables de la politique indigène, soulignant depuis longtemps le danger que représenterait pour la Kabylie une insurrection dans la province de Constantine. Mais il est certain qu'après l'écrasement de l'insurrection kabyle, le maintien des Bureaux arabes n'apparaissait plus comme une nécessité première.

6/ L'action économique et sociale

Elle fut inspirée par des considérations humanitaires et politiques. C'est le responsable de la première « Direction des affaires arabes », le capitaine Pellissier de Reynaud, qui affirme : « Il n'y a de conquêtes légitimes et durables que là où le peuple vainqueur élève à lui le peuple vaincu de manière à ce que l'avenir amène une fusion complète. » Mais cela n'exclut pas les visées politiques traduites dans de nombreux textes et exprimées en 1852 par Randon conseillant d'améliorer le bien-être de la population laborieuse car : « C'est en favorisant aussi largement que possible le développement de ce bien-être que je chercherai à modifier à notre avantage l'opinion politique des tribus. »

6.1. Les essais d'amélioration économique

Les Bureaux arabes entreprirent de développer la production et les échanges en introduisant les méthodes de l'économie française. Ils crurent possible de faire rapidement du paysan indigène un paysan adoptant un mode de vie importé.

a. La production

L'effort porta d'abord sur les cultures traditionnelles. En Grande Kabylie où les céréales étaient insuffisantes et où il fallait mêler le bechna (sorgho) à l'orge et aux glands doux, il n'y avait parfois pas assez de grain pour ensemercer : d'où la constitution obligatoire de réserves. Surtout les arbres fruitiers (pommiers, poiriers, abricotiers, pêchers et d'abord figuiers et oliviers) constituaient une richesse essentielle et le bureau arabe de Fort-Napoléon (*nldr* : FORT NATIONAL) fit appel à un jardinier français pour apprendre notamment aux indigènes à greffer les merisiers et les prunelliers. Il accorda des primes à certains planteurs et aurait voulu modifier le contrat coutumier qui ne leur accordait que le tiers ou le quart des récoltes contre les deux tiers ou les trois quarts au propriétaire. Les plantations de frênes furent encouragées le long des chemins et pour limiter les champs.

Les Bureaux arabes voulurent aussi réformer les conditions d'exploitation en vue d'augmenter les rendements. On vit les officiers recommander l'emploi de la charrue française (perfectionnée par Mathieu de Dombasle), de la herse, de la faux, se heurtant à l'obstacle du relief montagneux et à la nature des ressources car, comme l'écrivit l'un d'eux : « l'usage de la faux n'a pas grande chance de prévaloir dans le pays où les prairies sont rares. »

On songea aussi à introduire des cultures nouvelles et, en premier lieu, celle de la pomme de terre destinée, en Kabylie, à remplacer avantageusement le chêne à glands doux. Les résultats furent d'abord encourageants mais les indigènes préférèrent commercialiser la récolte auprès des Européens plutôt que la consommer. La vigne eut plus de succès et les Kabyles vendirent le raisin aux habitants de Fort-Napoléon à des prix rémunérateurs : 25 centimes le kilo en 1860, 30 centimes en 1862. La pépinière créée à Fort-Napoléon fournit de nombreux pieds de châtaigniers et le jardin militaire ne suffit pas pour répondre à la demande en pommiers, amandiers, orangers. On essaya aussi les plantations d'eucalyptus et de tabac ainsi que les semencements de luzerne, mais avec peu de résultats.

L'industrie artisanale avait toujours joué un rôle notable et elle fut rapidement menacée par la concurrence européenne. Les Bureaux arabes défendirent l'activité des ouvriers travaillant le bois (fabrication de couverts et de plats) et essayèrent de former des briquetiers et des maçons. Surtout les Zouaoua, et en particulier les Benni Yenni, développèrent la production des bijoux filigranes, enrichis d'émaux ou de cabochons de corail qu'on put admirer à l'exposition permanente des produits algériens à Paris et aux expositions universelles de Paris en 1867 et de Vienne en 1874.

La modernisation intéressa essentiellement l'industrie de l'huile. Très tôt, aux frontières de la Kabylie, à Dellys, à Aumale, des négociants français effectuèrent des achats d'huile et dès 1851 des contrats passés devant le cadî ou le bureau arabe fixaient la quantité et le prix de l'huile à livrer. Après la conquête, des fabricants d'huile s'établirent au cœur du pays, à Fort-Napoléon, et les Kabyles trouvèrent avantage à leur apporter les olives : en 1870, il y avait quatre « usines à huile » dans le cercle.

b. Les échanges

Ceux-ci peuvent être effectués sur les marchés locaux et, sous le Second Empire, le cercle de Fort-Napoléon, par exemple, en compte 16 dont 2 créés par le bureau arabe. La police y est assurée par l'amin el oumena sous le contrôle de l'autorité militaire. Mais ces marchés sont autant sinon plus des lieux de réunion que de commerce et, en pays kabyle, les véritables échanges se font avec l'extérieur.



Dès 1858, le bureau arabe entreprend la construction de la première route, celle du col de Tirourda. Les travaux se poursuivent avec l'aide des Kabyles qui, selon les officiers, firent preuve « de beaucoup d'entrain et de bonne humeur », surtout pour la construction des ponts. L'inauguration de ces derniers s'accompagnait de fêtes réunissant des milliers de Berbères : 6 000 pour le pont sur l'oued Djemâa destiné à joindre les Beni Attaf et les Beni Menguellet.

Bien avant l'arrivée des Français, les Kabyles exportaient leurs productions et leurs bras. Le mouvement ne fit que s'amplifier, allant des frontières de la Tunisie à celles du Maroc avec comme pôles d'attraction essentiels Alger et, plus encore, Constantine. Les exportations portent sur l'huile, les figues, la cire, les produits de l'artisanat local mais aussi des bœufs et des chevaux que les Kabyles allaient chercher au loin pour les engraisser avant de les revendre. Chaque année, après l'Aïd-es-Seghir partent les colporteurs, les « attars », munis d'un passeport du bureau arabe et, en août 1861, à Fort-Napoléon, on délivre 100 passeports par jour, le total s'élevant d'environ 2 600 en 1857 à 15 000 en 1874 (au moment où les Kabyles sont soucieux de payer les soultes du séquestre) avec une interruption pendant les années de famine de 1867-1868. Le moyen de transport est le mulet et les seuls Beni Raten en utilisent 300. En 1866, on voit même trois Kabyles partir pour Marseille « comme pouvant leur offrir de bons débouchés pour leurs produits ». Le bureau arabe de Fort-Napoléon favorise aussi le départ des journaliers agricoles qui allaient en grand nombre dans la Mitidja travailler pour 3 francs par jour (le prix de l'orge à l'époque varie entre 10 et 20 F l'hectolitre).

Lorsque les échanges sont fructueux, les Bureaux arabes encouragent les travaux publics comme l'édification de fontaines ou la construction de maisons à l'européenne pour lesquelles on fit marcher à plein rendement certaines carrières. Le résultat fut parfois assez déconcertant : alors qu'en pays arabe on s'efforçait de grouper en villages le nouvel habitat, en Kabylie, on vit, contrairement à la coutume, s'élever des maisons isolées !

Les Transformations sociales....

a. L'enseignement

S'il était moins développé qu'en pays arabe, l'enseignement musulman existait cependant en pays berbère et les chefs de bureau arabe signalent l'existence de zaouïas notables, par exemple chez les Beni Fraoussen (la zaouïa de Djema Saharidj), les Beni Raten, les Beni Aïssa, les Beni Mansour. Il est difficile de préciser l'importance de l'enseignement élémentaire et le niveau de l'instruction, mais il est certain que peu connaissaient bien la langue arabe (le gouvernement général s'étonnera du faible nombre d'abonnés au Mobacher) et ceux qui la connaissaient répugnaient souvent à la parler. En tous cas les Bureaux arabes se montraient indifférents et parfois farouchement hostiles à ces écoles traditionnelles dans lesquelles ils voyaient « des foyers de fanatisme... le lieu de réunion de tous les ennemis les plus acharnés de notre domination ».

La solution parut être la création d'écoles arabes-françaises où, en principe, on enseignait l'arabe le matin et le français le soir. Comme exemple, on peut citer celle de Fort-Napoléon ouverte en 1860 dans un local donné par un colon et qui groupa cette année-là 12 indigènes et 7 Européens. Dirigée par un caporal, parfois obligé de s'absenter, manquant de matériel, son succès fut limité. Quant à l'ouvrage pour les filles auquel pensait le bureau arabe, il demeura à l'état de projet.

Les Pères Blancs avaient ouvert plusieurs écoles en pays berbère et, en 1872, on en comptait trois dans la région de Fort-National dont celle de Djema-Saharidj. Soutenue plus ou moins par l'autorité militaire supérieure qui y voyait une « action salutaire... dans la conquête morale du peuple », cet enseignement ecclésiastique ne plaisait pas toujours aux Bureaux arabes qui, hostiles à tout ce qui semblait être une évangélisation, craignaient de soulever l'animosité de la population.

La grande création fut l'école des Arts et Métiers de Fort-Napoléon. C'est le commandant HANOTEAU qui, dès 1860, avait eu l'idée de fonder une « école d'artisanat » où l'on apprendrait à travailler le fer et le bois et qui fonctionnerait sous la forme mutualiste : elle fabriquerait des objets utiles et les bénéfices que procurerait leur vente seraient répartis entre les élèves sous la forme d'une solde. L'école fut construite à 800 mètres du fort et elle s'ouvrit en 1866. Elle devait recevoir des élèves de 15 à 17 ans, originaires de la division d'Alger et qui tous étaient boursiers. Il en vint effectivement d'Alger, de Médéa, de Miliana, mais la majorité était de Kabylie. L'effectif maximum fut atteint en mars 1871 avec 94 élèves. Fermée en juillet, l'école, selon les rapports, fut détruite par ses propres élèves pendant la grande insurrection kabyle.



Adolphe HANOTEAU (1814-1897)

b. La santé

Contrairement à une idée qui eut longtemps cours, les montagnes n'étaient pas à l'abri des épidémies et en 1849 les Kabyles, notamment les Zouaoua, souffrirent sérieusement du choléra et, en 1854-1855, au choléra s'ajouta la variole qui attaque surtout les tribus des environs de Dellys (Flisse El Bahr, Beni Ouaguenoun, Beni Djennad, Amaraoua, Beni Slyem).

Dans le service de santé, les Bureaux arabes virent le moyen d'exercer à la fois une action humanitaire et politique car, comme l'écrit Lapasset en 1847 : le médecin dans les tribus « serait un puissant élément de civilisation ; un lien de reconnaissance entre le vaincu et le vainqueur ; un moyen de moraliser la race arabe, de diminuer chez elle cet aveugle principe de la fatalité. Bien des renseignements que ne peuvent savoir les chefs de Bureaux arabes seraient recueillis par les docteurs, bien des nouvelles apprises par eux. »

C'était compter sans les réalités du pays et de l'institution. Créé par un arrêté du gouverneur général du 30 juin 1847, le service de santé gratuit auprès de chaque Bureau arabe voyait ses postes pourvus en médecins dès le début de 1848. Beaucoup de ceux-ci firent preuve d'un remarquable dévouement mais les ressources dont ils disposaient étaient ridiculement faibles, les moyens manquaient au point que des médecins durent acheter un cheval de leurs propres deniers pour effectuer des tournées dans les tribus.

Et l'attitude des populations indigènes ne fut pas celle qu'on attendait. Si les malades, essentiellement des hommes, acceptaient les soins courants surtout lorsqu'ils s'avéraient rapidement efficaces, ils répugnaient à entrer dans les hôpitaux français. La vaccination contre la variole souleva une opposition qui alla jusqu'à la révolte dans les subdivisions de Miliana et d'Aumale ainsi que dans le cercle de Philippeville. Peut-être les choses se seraient-elles passées sans incident, si, comme l'écrivit le prince Napoléon en juillet 1858, « l'autorité militaire avait pris soin de réunir préalablement les chefs arabes, de leur faire comprendre le but philanthropique que nous poursuivons, enfin, si elle n'avait agi qu'après avoir reçu d'eux l'assurance que l'opinion était préparée à accueillir favorablement nos médecins ». Quoi qu'il en soit il faudra de nombreuses années avant de faire admettre cette arme moderne et efficace. Il est certain que ni économiquement ni socialement les Bureaux arabes ne sont parvenus à provoquer une évolution sérieuse de la population indigène et en particulier de la population berbère. Leurs ennemis expliqueront cet échec par l'attitude qu'ils avaient adoptée à l'égard de la colonisation.

3/ France-Algérie : Diversité, j'écris ton nom...

<http://www.causeur.fr/france-algerie-football-28314.html>



« On a perdu », apprenait-on sur le site du *Nouvel Obs* hier, au lendemain du huitième de finale de la Coupe du Monde qui opposait l'équipe de France à celle du Nigéria. Ah bon ? Pourtant, bien que le match ait été peu flamboyant pour les Bleus, il me semblait que le score affichait 2-0 en leur faveur à la fin de la partie. Et j'avais même vu défiler quelques voitures ornées de drapeaux bleu-blanc-rouge, klaxonnant joyeusement du côté de la Bastille. C'est que l'article s'intitulait : « Défaite de l'Algérie : "Maintenant, on compte sur la France pour nous défendre". » Qui ça, « nous » ? A la lecture, on apprenait que cette phrase était celle d'un supporter de l'équipe d'Algérie. Pourquoi pas, après tout, chacun est libre de s'enflammer pour une équipe étrangère. Et il était assez flatteur de penser que nos amis algériens, désormais éliminés, supportent naturellement la France, ce pays si proche, vers lequel nombre d'entre eux avaient émigré.

Ce qu'il y avait d'étrange, c'était cette histoire de « défendre » l'Algérie. Contre qui ? Contre quoi ? A priori, les « Fennecs » était désormais hors de danger, puisqu'ils avaient perdu... A-t-il voulu dire par là qu'il comptait maintenant sur la France pour « défendre les couleurs » de l'Algérie ? Ce fameux drapeau blanc, rouge et vert devenu omniprésent dans nos villes depuis la victoire sans précédent des Algériens contre la Corée du Sud ? Plus difficile à imaginer. On avait rarement vu qui que ce soit soutenir une équipe après son élimination...

Non, lecture faite de l'article, on découvrait que le supporter interrogé était en réalité un Français : Sami, 25 ans, habitant à Marseille. Et là, tout devenait encore plus confus. Défendre nos couleurs à « nous », c'est bien ce que « nous » avons fait ce soir, en mettant laborieusement deux buts aux Nigériens à la dernière minute, non ? Quant à soutenir l'Algérie, c'est ce que nous avons fait aussi, majoritairement, dans la foulée. Justement parce que beaucoup de nos concitoyens sont d'origine algérienne. Alors de deux choses l'une : soit Sami n'a pas de papiers, soit il mérite un carton. Parce que sa phrase exacte est rapportée en dernière ligne de l'article : « On a perdu en huitième de finale mais il nous reste la France. On compte sur eux pour nous défendre. » Non seulement ce sympathique jeune homme semble dire que son pays, c'est l'Algérie.



<http://www.liberte-algerie.com/>

Mais en plus il considère qu'il lui « reste » la France pour « défendre » ses couleurs. Sami, qui ne doute de rien, compte sur « eux ». Et eux, c'est nous. Moins lui, donc. Cette auto-exclusion de la communauté nationale constitue sans doute l'échec le plus triste de l'intégration. Diversité, j'écris ton nom... avec les pieds.

4/ Sihem Souid : pourquoi les politiques tiennent tant à passer sur des radios communautaires

Sihem Souid* fait l'éloge de Beur FM, "radio indépendante et fière de l'être".

(*Sihem Souid est membre du cabinet de Christiane Taubira).

En ces premiers jours du ramadan, je tiens à attirer l'attention sur une radio chère à mon cœur, Beur FM, dont j'ai l'honneur d'être régulièrement l'invitée. Créée en 1992 par Nacer Kettane et dirigée aujourd'hui par la soeur de ce dernier, Djima Kettane, cette radio est l'héritière de Radio Beur, elle-même née au début des années 1980 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Tournée à l'origine vers un public majoritairement maghrébin, musulman et issu de l'immigration, Radio Beur a participé au combat contre les discriminations et le racisme, notamment en prenant part aux luttes initiées par la Marche des beurs de 1983, lesquelles ont débouché sur la naissance de l'association SOS Racisme en 1984.

C'est en 1992 que Beur FM succède à Radio Beur et intègre le réseau national en tant que radio thématique, commerciale et indépendante. Elle est actuellement composée d'une vingtaine de salariés et dispose de 18 fréquences sur le territoire français.

Pas de subventions étatiques

Longtemps, Beur FM a été qualifiée par les politiques de radio communautaire, voire communautariste. Rappelons simplement que le communautarisme est généralement la conséquence du racisme et de la xénophobie, et qu'une part de la population française se réfugie aujourd'hui vers des médias tels que Beur FM, car elle s'y sent plus représentée et comprise qu'au sein des grandes radios nationales. Et ce, d'autant plus que, contrairement à ces dernières, Beur FM ne reçoit pas de subventions étatiques...

Cette radio indépendante et fière de l'être a aussi pour politique l'absence de filtrage des auditeurs passant à l'antenne, offrant ainsi à ces derniers une liberté de parole que l'on ne trouve pas partout, et surtout qu'ils ne trouvent pas partout... Aujourd'hui, force est de constater que Beur FM rassemble un public de plus en plus éclectique, composé de diverses "communautés" ou tranches de population, attirées par des émissions variées. En effet, il suffit de pousser le bouton de sa radio pour constater que se succèdent à l'antenne des programmations musicales, religieuses, culturelles, d'information et politiques...

250 000 auditeurs...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : http://www.lepoint.fr/invites-du-point/sihem-souid/sihem-souid-pourquoi-les-politiques-tiennent-tant-a-passer-sur-des-radios-communautaires-02-07-2014-1842502_421.php

5/ RECAPITULATIF des INFOS sur les Villes d'Algérie diffusées :

ABBO (364) - ABOUKIR (274) - AFFREVILLE (232) – AFLOU (366) - AÏN ABESSA (310)- AÏN ABID (406)- AÏN ARNAT (421) - AÏN BEÏDA (299) – AÏN BESSEM (382) – AÏN BOUCIF (399) - AÏN EL TURCK (372) – AÏN KIAL (419) - AÏN M'LILA (386) - AÏN ROUA (379) - AÏN SEFRA (374) - AÏN TAYA (313) – AÏN TEDELES (381) - AÏN TEMOUCHENT (423) – AKBOU (344) - ALGER 26 mars 1962 (396) - ALMA (255)- AMPERE (282) – ARRIS (451) - ARTHUR (441) - ARZEW (267) – ASSI BEN OKBA (442) - ASSI BOU NIF (322) – ATTATBA (320) - AUMAËLE (236) - AZAZGA (304)

BABA HASSEN (416) - BARAKI (295) – BARIKA (318)- BARRAL (443) - BATNA (354) - BAUDENS (267) – BEN CHICAO (377) –BENI MERED (440) - BENI SAF (321) - BERARD (246) – BERNELLE (328)- BERROUAGHIA (263) – BERTVILLE (420) - BIRKADEM (305)- BISKRA (234) – BLIDA (359) - BOGHARI (280) – BOGHNI (431) - BÔNE (269) - BORDJ BOU ARRERIDJ (250) – BORDJ MENAËL (312) - BORDJ R'DIR (287) – BOSQUET (385) BOUFARIK (233) BOUGIE (229) – BOU HANIFIA (401) - BOU HAROUN (331) - BOUÏRA (387) - BOU MEDFA (403) - BOU SAËDA (317)- BOU SFER (388) – BOU TLELIS (415) – BOURKIKI (433) -BRAZZA (407) - BREA (286) - BURDEAU (245)

CACHEROU (392) - CAMP MARECHAL (249) – CANROBERT (448) - CAP MATIFOU (247) – CARNOT (324)- CASSAIGNE (333) - CASTIGLIONE (301) – CHANZY (361) CHARAGAS (270) – CHATEAUDUN DU RHUMEL (289) – CHEBLI (452) - CHERCHELL (306)- CHIFFALO (329)-CHREA (298) – COLBERT (417)- COLIGNY (421) - COLLO (237) - COLOMB BECHAR (268) - COMBES (390) - CONSTANTINE (261) – CORNEILLE (334)-

DAMIETTE (337) -DELLYS (325)- DETRIE (289) - DJELFA (271) –DJEMILA (414) - DJIDJELLI (248) – DOUERA (332) – DRA EL MIZAN (368) – DRARIA (445) – DUBLINEAU (432) - DUPERRE (276) – DUVIVIER (438) -

EL AFFROUN (352) – EN BIAR (428) - EL GOLEA (278) – EL HARROUCH (279) –EL KSEUR (355) - EL OUED (358) -

FEDJ M'ZALA (439) - FONDOUK (285) – FORT CHARLET (323) - FORT DE L'EAU (314) - FORT NATIONAL (256) – FRENDA (303) -

GERYVILLE (309) – GHARDAÏA (350) – GOURAYA (369) - GUELMA (227) – GUYOTVILLE (240) –

HAMMAM BOU HADJAR (346) - HAMMAM MESKOUTINE (311) - HAMMAM RHIGA (307) – HASSI MESSAOUD (353) – HELIOPOLIS (347) - HENNAÏA (315) - HERBILLON (254) – HUSSEIN DEY (365) -

INKERMANN (262) –

JEMMAPES (284) –

KERRATA (319) -KHENCHELA (277) – KLEBER (409) - KOLEA (239) – KOUBA (349) – KRISTEL (367)-

LA CALLE (242) – LA CHIFFA (410) – LAFAYETTE (434) - LAFERRIERE (341) - LAGHOUAT (362) - LAMBESE (294) – LAMORICIERE (429) – L'ARBA (449) - LE KOUIF (335) - LES TREMBLES (297) – LOURMEL (283) – LOVERDO (389) -

MAC MAHON (370) - MAHELMA (342) – MAILLOT (427) - MAISON BLANCHE (292) – MAISON CARREE (296) - MARENGO (291) - MARGUERITE (266) – MARTIMPREY (351) - MEDEA (281) – MEDRISSA (363) - MERCIER LACOMBE (273)- MERS EL KEBIR (378) – MICHELET (424) - MILA (376) MILLIANA (266) - MISSERGHIN (244) – MONDOVI (302) –MONTENOTTE (395) - MONTGOLFIER (398) – MORSOTT (422) - MOUZAÏAVILLE (371) -

NEDROMA (405) - NEMOURS (316) – NOISY LES BAINS (336)

ORLEANSVILLE (258) – OUARGLA (380) –OUED AMIZOUR (411) - OUED TARIA (330)- OUED ZENATI (406) – OULED DJELLAL (425) – OULED FAYET (435) – OULED RAHMOUN (430) -

PALESTRO (375) - PALIKAO (327) – PARMENTIER (436) - PAUL CAZELLES (402) – PAUL ROBERT (446) - PHILIPPEVILLE (243) – POINTE PESCADE (357) - PORT GUEYDON (288) –

RANDON (390)- RELIZANE (251) – RENIER (360) - RIO SALADO (238) – RIVET (384) – ROBERTVILLE (397) - ROCHER NOIR (391) - ROUÏBA (373) -ROVIGO (251)

SAÏDA (260) - SAINT ARNAUD (265) - SAINT CLOUD (253) – SAINT DENIS du SIG (235) -SAINT LEU (308) – SAINT LUCIEN (450) - SAINTE BARBE du TLELAT (394) – SAOULA (404) - SEDRATA (400) - SETIF (259) SIDI BEL ABBES (257) – SIDI MEROUANE (444) - SOUK AHRAS (231) STAOUELI (426) -STORA (326) -

TEBESSA (252) – TELAGH (293) - TENES (228) – TENIET EL HAAD (292) – THIERSVILLE (300) - TIARET (275) – TIMIMOUN (408) – TINDOUF (418) - TLEMCEN (264) TOCQUEVILLE (383) – TOUGGOURT (393) – TREZEL (437) – TURGOT (447)

ZEMMORA (356) – ZERALDA (413) -

NDLR : *Bien sûr si l'un d'entre vous souhaite recevoir un numéro déjà diffusé il suffit de me le demander.*

EPILOGUE : **Agriculture à Tipasa : Les céréales appelées à laisser la place aux agrumes**

http://www.elwatan.com/regions/centre/tipaza/agriculture-a-tipasa-les-cereales-appeles-a-laisser-la-place-aux-agrumes-29-06-2014-262938_149.php



« Selon les résultats des analyses et des expériences vécues, la culture des agrumes représente l'avenir dans notre wilaya ».

Le schéma directeur de la wilaya de Tipasa prévoit la diminution à court terme de la superficie céréalière, sans pour autant abandonner la production des semences céréalières.

Selon les responsables locaux du secteur de l'agriculture, compte tenu de l'aspect des terres de cette zone d'intensification et mener en irrigué, il est temps de revoir la stratégie sur le futur de la céréaliculture qui occupe une superficie de 17500 ha. La production en céréales atteint 420.000 Qx dont 72.000 Qx en semences, soit un rendement qui avoisine 26 Qx / ha. L'objectif tracé par la Direction des services agricoles (DSA) de Tipasa est d'aménager cette superficie céréalière (17500 ha, ndlr).

Ainsi ; 6000 ha à 8000 ha seront consacrés à la production des semences céréalières. Quant au reste, soit environ 10.000 ha, la DSA compte intensifier l'arboriculture où les cultures maraîchères à la place des céréales. La wilaya de Tipasa ne se soucie plus de produire le blé dur et blé tendre, l'orge ou l'avoine pour des différentes raisons. « Selon les résultats des analyses et des expériences vécues, la culture des agrumes représente l'avenir dans notre wilaya », explique le responsable de la DSA.

Des vieux fellahs qui se trouvaient sur le site à Bourkika (Ahmeur-El-Ain), à l'occasion du lancement symbolique de la campagne moisson-battage, se sont plaints du manque d'engouement de la main d'œuvre envers l'agriculture. Cette absence de la jeune main d'œuvre met en péril l'avenir du secteur de l'agriculture, en dépit des projets développés dans les discours des responsables et les moyens financiers et matériels colossaux investis dans le secteur de l'agriculture.

Vos réactions

alcono le 30.06.14 | 08h00



Agriculture

Dezzou je partage ton point de vue. Les agriculteurs avant l'indépendance produisait beaucoup plus avec moins de moyens. Mais c'était des pro courageux et expérimentés. Aujourd'hui nos jeunes ne pensent qu'au foot, ou partir en Europe. Mettons les au travail. Et invitons des agriculteurs européens à venir s'installer pour nous faire bénéficier de leur expérience. N'ayons pas honte.

arsen le 30.06.14 | 02h49



Avenir incertain.

Encouragés aux gains faciles, nos fellahs, consacrent des grandes superficies aux agrumes. La production du blé n'est que plus au moins valable et moins que rien. Et pourtant on importe chaque année 80% du blé tendre Français POUR CALMER NOS ventres.

Dezzou le 29.06.14 | 23h17



Quel gachi

Arrêtons le bricolage, faisons comme les pays du golf, il faut laisser les grands investisseurs s'installer et profitons de leur expérience et savoir faire. Je pense que 52ans d'indépendance c'est trop, le bilan est négatif il ne faut avoir peur de le dire.

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude Rosso